



Arrêté de délégation de signature du maire à un adjoint

Le Maire de la ville de Dreux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L .2122-1, L.2122-2, L.2122-18, L.2122-24,

Vu le Code de la santé publique, notamment l'article L.3213-2,

Vu la délibération n°02020-45 du 03 juillet 2020 portant élection du Maire,

Vu la délibération n°2020-46 du 03 juillet 2020 fixant à 11 le nombre des Adjointes au Maire

Vu la délibération n°2020-47 du 03 juillet 2020 portant élection de 10 Adjointes au Maire,

Vu la délibération n°2020-141 du 1<sup>er</sup> octobre 2020, portant délégation des attributions du Conseil municipal au Maire,

Vu la délibération n°2020-172 du 27 novembre 2020 portant élection d'un onzième Adjoint au Maire,

Vu l'arrêté du 03 juillet 2020, donnant délégation de fonctions à Madame Mariam CISSE, sixième adjointe, aux domaines de la démocratie locale, de la participation citoyenne, de la vie des quartiers et de la vie associative.

Considérant que les situations de danger imminent pour la sûreté des personnes, attesté par avis médical nécessitent que le maire, ou par délégation un de ses adjoints, arrête toutes les mesures provisoires nécessaires, à l'égard des personnes dont le comportement révèle des troubles mentaux manifestes, à charge d'en référer dans les vingt-quatre heures au représentant de l'Etat dans le département qui statue sans délai et prononce, s'il y a lieu, un arrêté d'admission en soins psychiatriques dans les formes prévues à l'article L.3213-1 du code de la santé publique,

## ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> : Afin d'arrêter les mesures provisoires nécessaires à l'égard des personnes dont le comportement révèle des troubles mentaux manifestes et présente une situation de danger imminent pour la sûreté des personnes, il est donné délégation de signature à Madame Mariam CISSE, sixième adjointe aux domaines de la démocratie locale, de la participation citoyenne, de la vie des quartiers et de la vie associative, sur la période du vendredi 23 septembre au vendredi 30 septembre 2022.

Article 2 : La signature de l'adjoint sera précédée de la mention « par délégation du Maire »,

Article 3 : Tout arrêté municipal mettant en œuvre les mesures provisoires précitées à l'article 1<sup>er</sup> devra être accompagné du présent arrêté de délégation de signature,

Article 4 : La présente délégation étant consentie par le Maire, sous sa responsabilité et sous sa surveillance, le délégataire rendra compte au Maire, de toutes les décisions prises et actes signés à ce titre,

Article 5 : Le présent arrêté sera transmis au sous-préfet, délégué du préfet dans l'arrondissement de Dreux, au titre du contrôle de légalité, sera notifiée au délégataire et affichée en mairie,

Article 6 : Monsieur le Directeur général des services de la ville de DREUX, est chargé de l'exécution du présent arrêté,

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification. Le recours peut être déposé sur le site internet : <https://www.telerecours.fr/>

Fait à Dreux, le 13 JUIL. 2022

**Pierre-Frédéric BILLET**



**Maire de Dreux,  
Conseiller régional**

**Document certifié exécutoire**

**Dépôt à la sous-préfecture de Dreux, le 20 JUIL. 2022**

**Publication et notification le**